Dix-huit mois de crise au Burundi (Repères)

@rib News, 25/09/2016 - Source AFP Le Burundi est plongé dans une grave crise émaillée de violences depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un 3e mandat, pour lequel il a été élu trois ans plus tard. Dans un rapport publié lundi, des enquêteurs de l'ONU disent craindre un "génocide" et de possibles "crimes contre l'humanité" au Burundi, pointant la responsabilité du gouvernement.

Les violences ont fait plus d'un millier de morts, selon la FIDH, et poussé près de 300.000 personnes à fuir le pays. - Début des manifestations - Le 26 avril 2015, des milliers de manifestants se réunissent au lendemain de la désignation de M. Nkurunziza par son parti, le CNDD-FDD, comme candidat à la présidentielle, donnant le coup d'envoi de six semaines de manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura et souvent violemment primaires. Les contestataires jugent ce 3e mandat contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha ayant permis de mettre fin à la guerre civile (1993-2006). - Tentative de putsch - Le 13 mai, l'ancien chef du service de renseignement et ex-chef d'état-major de l'armée, le général Godefroid Niyombare, annonce la destitution de M. Nkurunziza, en déplacement en Tanzanie. La tentative de putsch échoue, certains des meneurs se rendent, d'autres fuient. Pierre Nkurunziza, de retour à Bujumbura, établit un lien entre les putschistes et les "soulèvements en cours". Le 18 mai, il limoge son ministre de la Défense, jugé trop conciliant avec les manifestants, et celui des Relations extérieures. - Défections en série - Le 28 juin, le président de l'Assemblée nationale sortante Pie Ntavyohanyuma, 2e personnage de l'état, annonce sa défection depuis Bruxelles. Son départ s'ajoute à la longue liste d'opposants, journalistes, membres de la société civile mais aussi cadres frondeurs du CNDD-FDD qui ont choisi l'exil. - Réélection de Nkurunziza - Le 21 juillet, Pierre Nkurunziza est réélu sans surprise, à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition. - Attaques ciblées - Le 2 août, le général Adolphe Nshimirimana, homme fort de l'appareil sécuritaire, est tué à Bujumbura. Le journaliste et correspondant de l'AFP et de Radio France Internationale (RFI), Esdras Ndikumana, est arrêté par des membres du Service national de renseignement et roué de coups. Le 3 août, le militant des droits de l'Homme Pierre-Claver Mbonimpa est blessé par balle dans une tentative d'assassinat. Et le 15 août, un ex-chef d'état-major, le colonel Jean Bikomagu, figure du camp tutsi pendant la guerre civile, est assassiné par des inconnus. Le 11 décembre, au moins 87 personnes sont tuées dans des attaques coordonnées de trois camps militaires, selon l'armée. Des habitants de Bujumbura décrivent des exécutions sommaires par la police et des violences de l'armée en représailles. Le 25 avril 2016, le général tutsi Athanase Kararuzza, conseiller du 1er vice-président en matière de sécurité, est tué, ainsi que son épouse, dans une attaque à Bujumbura. - Justice internationale - Plusieurs rapports accablants faisant notamment état de viols collectifs commis par des membres des forces de sécurité, de tortures et de meurtres, ont été publiés par différentes ONG et l'ONU. Fin avril 2016, évoquant des meurtres, emprisonnements, actes de torture et viols, la procureure de la Cour pénale internationale Fatou Bensouda annonce l'ouverture d'un examen préliminaire, étape préalable à l'ouverture d'une éventuelle enquête, sur les violences commises au Burundi. Début mai, une mission indépendante des Nations unies lance une enquête sur des allégations de violations massives des droits de l'Homme. Fin juillet, le Conseil de sécurité autorise le déploiement de 228 policiers de l'ONU au terme d'une résolution proposée par la France, mais début août Bujumbura rejette cette résolution, estimant qu'elle enfreint sa souveraineté. L'Union africaine a de son côté prévu l'envoi au Burundi de 200 observateurs militaires et des droits de l'Homme, mais seul un quart de ces effectifs sont arrivés sur place. A ce jour, les tentatives de médiation pour sortir de la crise ont échoué : la dernière initiative en date pour parler prôné à Arusha en juillet, a tourné court, le gouvernement refusant de s'asseoir avec l'opposition.